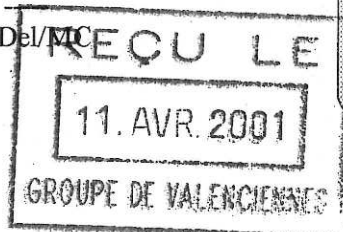


REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE du NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION
GENERALE
3ème Bureau
Environnement

JmDel/MC



Arrêté préfectoral autorisant
la Société GAGNERAUD INDUSTRIES à poursuivre
l'exploitation d'un site de stockage, traitement et
récupération de produits provenant de l'industrie
sidérurgique sur le territoire des communes de
SAINT-SAULVE et ONNAING.

du 21 Mars 2001

LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-de-CALAIS
PREFET DU NORD,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU les décrets n°s 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 janvier 1985 autorisant la Société GAGNERAUD INDUSTRIES - siège social : 7 - 9, rue Auguste Maquet, 75016 PARIS - à installer et exploiter, dans la Zone Industrielle n° 4, lieudit "Marché Sainte Elisabeth", CD 401, B.P. 35, à SAINT-SAULVE, un chantier de stockage, de traitement de récupération de matériaux industriels ;

VU la demande présentée par la Société GAGNERAUD INDUSTRIES, en vue d'être autorisée à poursuivre l'exploitation, sur le territoire des communes de SAINT-SAULVE, lieudit "Marché Sainte Elisabeth" et ONNAING, lieux-dits "Les Prés Lecomte", "Les Ecoliers", "Les Beaumonts", d'un site de stockage, traitement et récupération de produits provenant d'installations classées ;

VU le dossier réglementaire produit à l'appui de cette requête ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 novembre 1998 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique du 8 décembre 1998 au 12 janvier 1999 inclus ;

VU le procès-verbal de l'enquête publique et l'avis du commissaire enquêteur

VU l'avis de M. le Sous-Préfet de VALENCIENNES ;

VU les délibérations des conseils municipaux de SAINT-SAULVE, MARLY et VALENCIENNES ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement ;

VU l'avis de Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis de M. le Directeur Régional de la Navigation du Nord - Pas-de-Calais ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

VU l'avis de M. le Chef de la Division de l'Equipement, Direction de la Région de Lille de la S.N.C.F. ;

VU l'avis de M. le Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi de la Région Nord-Valenciennes,

VU l'avis de M. le Directeur Régional de l'Environnement ;

VU le rapport et les conclusions de M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 23 janvier 2001 ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord,

ARRETE :**TITRE I : CONDITIONS GENERALES****ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION****1.1. - Activités autorisées**

La Société GAGNERAUD INDUSTRIES, dont le siège social est situé 7 - 9, rue Auguste Maquet, 75016 PARIS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire des communes de SAINT-SAULVE, lieudit "Marché Sainte Elisabeth" et ONNAING, lieux-dits "Les Prés Lecomte", "Les Ecoliers", "Les Beaumonts", d'un site de stockage, traitement et récupération de produits provenant d'installations classées, des installations suivantes :

Libellé en clair de l'installation	Quantité	Rubrique de classement	Classement A, D, N.C.	Coefficient de redevance
Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	240 kW <i>300 kW</i>	2515-1° <i>6)</i>	A <i>E</i>	3
Installations de criblage et de déferrailage des scories				
Déchets industriels provenant d'installations classées C - Traitement ou incinération	140 000 t/an <i>400 t/j</i>	167 C <i>2791-1</i>	A	5
Traitement des scories et des déchets de répartiteurs de l'usine VALLOUREC				
Métaux (stockage et activités de récupération de déchets de) et d'alliages de résidus métalliques d'objets en métal Récupération de l'acier	S : 50 000 m ² Capacité : 140 000 t/an	286 <i>2713-1°</i>	A	
Surface réservée à l'oxycoupage : 400 m ²				
Oxygène (emploi et stockage d')	11,415 t	1220-3° <i>4725-2</i>	D	
Gaz combustibles liquéfiés (dépôt de) dont la pression absolue de vapeur à 15° C est supérieure à 1 013 mbars	4,2 m ³	211-B-1° <i>4718</i>	N.C.	
B - Gaz maintenus liquéfiés sous pression				
1° En réservoirs fixes				
Liquides inflammables (dépôts de)	1,6 m ³ <i>x 0,8</i>	253 (Définition 1430) <i>4734-2</i>	N.C.	
Liquides inflammables (installation de remplissage et de distribution)	3,9 m ³ /h	1434-1°	N.C.	
1° Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur				
Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 10 ⁵ Pa	2 kW	2920	N.C.	
Atelier de réparation et d'entretien des véhicules et engins à moteur	S = 360 m ²	2930 - <i>10</i>	N.C.	

1.2 - Installations soumises à déclaration

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration figurant dans le tableau visé à l'article 1.1.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1 - Périmètre de l'autorisation

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation sur les parcelles de Saint-Saulve, section AI n° PLAN 269, 270, 271, et d'Onnaing, section A, n° PLAN 2110, 2111, 2114, 2116, 2117, 2119.

Le terrain occupé par l'entreprise représente 154 132 m² de superficie.

2.2 - Limites de l'autorisation

2.2.1. Activité de traitement des scories

Cette installation est prévue pour stocker, traiter (installation de criblage, de concassage et de déferailage) et récupérer des sous-produits provenant de l'industrie métallurgique (Aciérie V&M France à Saint-Saulve).

La capacité maximale est de 140 000 t/an sur une superficie de 50 000 m².

La quantité de déchets présente sur le site ne devra pas excéder 50 000 t.

L'installation complète comprend :

- une trémie de recette et distributeur ;
- un groupe de déferailage comprenant table vibrante et électro-ciment à enveloppe tournante ;
- deux cribles vibrants à deux ou trois étages ;
- un concasseur ;
- des bandes transporteuses pour le transport des matériaux ;
- des grues de boulage ;
- des chargeuses.

2.2.2. Installation d'oxycoupage

Cette installation est destinée à la mise à longueur de déchets magnétiques divers en provenance de l'aciérie V&M France à Saint-Saulve ou d'autres industriels du même type.

Cette technique consiste à découper au chalumeau moyennant l'utilisation d'oxygène et de propane.

La capacité de traitement sera de 20 t/j.

Le stockage maxi sera de 1 000 t.

2.2.3. Installation de boulage

Cette installation permet de casser de gros éléments métalliques à l'aide d'une boule en acier de 5 t. Celle-ci, levée par une grue, retombe sur les éléments à fracturer.

2.2.4. Battitures → résidu métallique qui s'échappe durant le forgeage d'un métal.

Cette installation est prévue pour le stockage intermédiaire de battitures issues du prédécanteur de la station de traitement des eaux usées de l'aciérie V&M France.

Le stockage s'effectue sur une dalle béton entourée d'un muret de 0,5 m.

Les lixiviats provenant de l'aire de stockage sont récupérés dans un caniveau puis dans une cuve de stockage qui sera vidangée périodiquement.

La quantité maximale stockée sera de 500 t. La quantité annuelle expédiée sera de 2 500 t.

2.2.5. Origine géographique des déchets

L'origine géographique des déchets admis sur le site est limitée à l'ensemble du territoire français, à la Belgique, à l'Allemagne, au Luxembourg et à la Hollande.

2.2.6. Nature des déchets

Désignation	Provenance	Destination (après traitement)	Code
Métaux ferreux	Voir 2.2.4.	Aciéries électriques	12 01 02 12 01 01 10 02 99 10 02 01 10 02 02
Laitiers et co-produits d'aciéries électriques	Aciéries électriques	Aciéries électriques Déchets ferreux Application en travaux publics Inertes	10 02 01 10 02 02 12 01 99 10 02 06 10 02 99

2.2.7. Déchets interdits

Les déchets suivants sont strictement interdits sur le site :

- poussières d'installation de dépoussiérage ;
- éléments fins métalliques divers y compris les "fines" de minerai ;
- déchets métalliques gras ;
- déchets métalliques non triés en provenance de particuliers ;
- carcasses de véhicules ;
- déchets radioactifs ou contaminés selon la réglementation sanitaire ;
- ferrailles d'incinération en provenance d'U.I.O.M.

2.3 - Isolement du site

Le terrain où est implanté GAGNERAUD INDUSTRIES est classé en zone UE au Plan d'Occupation des Sols de Saint-Saulve.

Les constructions à usage d'habitation sont situées à plus de 300 m de l'autre côté du canal.

L'installation est située en zone industrielle n° 4 de Saint-Saulve, en limite de propriété de l'aciérie V&M France, côté parc à ferrailles externe.

L'accès au site s'effectue par la route départementale 935.

Le site GAGNERAUD INDUSTRIES est entouré :

- au sud-est par la Société V&M France ;
- au nord-est par des terrains non exploités ;
- au sud-est par la route départementale et au-delà un important massif boisé ;
- au nord-ouest par le canal de l'Escaut.

2.4. Conditions d'acceptation des déchets

Trois types de déchets peuvent être réceptionnés sur le site :

- les déchets provenant directement de l'aciérie V&M France ;
- les déchets métalliques extérieurs destinés à être valorisés au sein d'une aciérie électrique ;
- les autres déchets. *métalliques*

2.4.1. Déchets provenant de l'aciérie V&M France

Ces déchets provenant d'un processus continu de fabrication devront respecter les conditions suivantes :

- une fiche d'identification comprenant l'origine du déchet, le résumé du processus industriel l'ayant engendré, sa codification conformément à la nomenclature des déchets, le mode de conditionnement prévu pour son transport ;
- le résultat des analyses complètes d'identification portant sur l'ensemble des paramètres définis.

Les caractéristiques des déchets devront être confirmées par des analyses réalisées par un laboratoire au choix de l'exploitant conformément aux normes en vigueur.

L'exploitant établira à l'issue de cette procédure un certificat d'acceptation comprenant l'ensemble des informations précitées.

Ce certificat sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Chaque certificat devra être renouvelé à l'issue d'une nouvelle procédure d'acceptation complète :

- au minimum tous les ans
- lors de toute modification du déchet ou de son processus de génération.

Les certificats d'acceptation seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée minimale de deux ans.

2.4.2. Déchets métalliques extérieurs destinés à être valorisés au sein d'une aciérie électrique

Ces déchets destinés à être traités pour avoir des dimensions enfournables au sein d'un four électrique doivent subir lors de leur entrée sur le site les vérifications suivantes :

- pesée du chargement
- identification du type de ferraille
- contrôle visuel du chargement.

L'exploitant prendra toutes dispositions nécessaires pour éviter d'inutiles expositions aux rayonnements radioactifs.

*Portique
radioactif
ou pas ?*

2.4.3. Autres déchets métalliques (autres que ceux cités aux paragraphes 2.4.1 et 2.4.2)

Pour chaque véhicule amenant des déchets sur le site, il sera procédé aux vérifications suivantes :

- présence du bordereau de suivi au titre de l'arrêté du 4 janvier 1985, dûment rempli par le producteur du déchet et le transporteur ;
- examen visuel du chargement ;
- pesée du chargement.

Une procédure d'acceptation des produits sera établie et présentée à l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant prendra toutes dispositions nécessaires pour éviter d'inutiles expositions aux rayonnements radioactifs.

Les déchets qui pourront être clairement identifiés par l'exploitant selon une procédure qualité, qui aura été préalablement soumise à l'approbation de l'inspecteur des installations classées et dont le mode de production n'est pas susceptible d'engendrer des modifications sensibles de leur composition, pourront être dispensés du test de lixiviation accéléré prévu ci-dessus.

2.4.3.1. *Refus de prise en charge*

En cas de doute sur la nature des déchets ou d'anomalie constatée lors des contrôles ci-dessus, l'exploitant refusera la prise en charge du chargement.

Il établira un bordereau de refus en trois exemplaires qui précisera le motif du refus. Chacun de ces exemplaires sera destiné :

- au producteur du déchet
- à l'exploitant
- à l'inspecteur des installations classées qui sera informé le jour même par l'exploitant

L'exploitant prendra toutes dispositions pour renvoyer le chargement à son expéditeur dans les meilleurs délais ou pour le faire traiter dans une installation autorisée à cet effet.

2.4.3.2. Contrôle des déchets

L'inspecteur des installations classées pourra demander toute justification sur l'origine, les modalités de transport et la composition des déchets reçus ou traités dans l'installation.

En particulier, il pourra, à tout moment, procéder ou faire procéder par un laboratoire indépendant à des prélèvements et des analyses sur les déchets reçus ou stockés, ainsi qu'à des analyses sur les échantillons archivés.

Les frais résultant de ces prélèvements et analyses seront à la charge de l'exploitant.

2.4.3.3. Registre de prise en charge

Un registre de prise en charge de ces déchets devra mentionner pour chaque véhicule entrant sur le site :

- la date et l'heure d'entrée
- l'identité :
 - de l'installation à l'origine des déchets
 - du transporteur
- le numéro du certificat d'acceptation préalable correspondant
- le numéro d'ordre d'arrivée du véhicule pour la journée considérée
- la nature du chargement et sa codification suivant la nomenclature des déchets
- la quantité reçue en tonnes et le mode de conditionnement
- les résultats des tests et analyses effectués sur les échantillons
- la quantité totale de déchets reçus dans la journée ainsi que la quantité cumulée
- la référence de l'échantillon archivé

Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2.4.3.4. Dossier déchets

L'exploitant disposera en outre, pour les déchets qu'il traitera, d'un dossier où seront archivés :

- le certificat d'acceptation comprenant la fiche d'identification ainsi que toutes les informations relatives aux analyses et contrôles effectués préalablement à la délivrance dudit certificat ;

- le résultat des contrôles cités ci-dessus (visés au paragraphe 2.4.3.) ;
- les observations faites sur les déchets et les incidents ou accidents auxquels ils pourraient avoir donné lieu.

Ces dossiers seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2.4.3.5. Déclaration d'élimination de déchets industriels

L'exploitant fera parvenir à l'inspecteur des installations classées, dans le mois suivant chaque trimestre calendaire, un état récapitulatif des déchets éliminés au cours de ce trimestre, selon le modèle annexé à l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances. L'exploitant devra être en mesure de préciser la destination des matériaux qu'il produit.

2.5. - Conditions générales d'exploitation

2.5.1. L'ensemble de la zone exploitée sera ceinturé d'une clôture d'une hauteur de 2 m ; celle-ci devra être suffisamment efficace afin d'empêcher toute personne non autorisée d'accéder aux installations.

Un talus végétal séparera le site GAGNERAUD du canal de l'Escaut.

Les aires de stockage et les zones de boulage seront aménagées le long des talus périphériques.

La piste de 6 m de large ainsi que les aires de stockage qui seront empierrées et stabilisées avec des scories d'aciéries inertes, seront entretenues en permanence de façon à permettre aux véhicules et engins de chantier une évolution en toute sécurité.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant, devront être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

Un pont-bascule sera installé à l'entrée pour peser les camions entrant et sortant du site.

2.5.2. Accès et circulation

Les accès à l'établissement seront fermés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il aura définie, seront admises dans l'enceinte de l'usine.

En dehors des heures d'ouvertures (7 heures à 18 heures), le site sera gardienné par télésurveillance.

La circulation des camions pour l'accès au site s'effectuera par l'autoroute A2, l'échangeur de Vicq, le CD 935 et la piste privée GAGNERAUD.

2.5.3. Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne seront pas maintenus dans les unités. Toutefois lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation.

2.6. Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

2.7. Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

2.8. Contrôles inopinés

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.9. Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

TITRE II : PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 3 : LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau

- Eau potable : elle provient du réseau public de distribution d'eau potable de la ville de Saint-Saulve. La consommation d'eau potable sera de 100 m³/an.

- Eau industrielle : elle provient de l'eau usée traitée dans la station d'épuration de l'aciérie V&M France. La consommation d'eau industrielle sera de 10 000 m³/an. L'eau industrielle est utilisée pour le refroidissement par pulvérisation d'eau sur les tas de scories.

3.2. - Relevé des prélèvements d'eau

3.3.1. Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies mesure totalisateur.

3.3.2. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué hebdomadairement.

Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

3.3. - Protection des réseaux d'eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.

3.4. - Cessation d'utilisation d'un forage en nappe

3.4.1. La mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

3.4.2. L'exploitant prendra toutes les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'empêcher la pollution des nappes d'eau souterraines. Ces mesures devront être définies en liaison avec un hydrogéologue extérieur et soumises à l'approbation de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux souterraines.

Dès que le raccordement à une conduite d'eau potable sur le réseau de l'aciérie V & M France sera possible (projet de parc à ferrailles), le forage sera obturé conformément au paragraphe susvisé, dans les trois mois.

*Cette-ci peut
éventuellement
contenir des
polluants*

ARTICLE 4 : PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

4.0. - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelles des eaux ou des sols

4.1. - Canalisations de transport de fluides

4.1.1. - Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

4.1.2. - Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

4.1.3. - Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

4.1.4. - Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

4.2. - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

4.3. - Réservoirs

4.3.1. - Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5 cm d'eau,

- si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :
 - . porter l'indication de la pression maximale autorisée en service,
 - . être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression au plus égale à 1,5 fois la pression en service.

4.3.2. - Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

4.3.3. - Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

4.3.4. - Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

4.4. - Cuvettes de rétention

4.4.1. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

4.4.2. - Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres).

4.4.3. - Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

4.4.4. - L'étanchéité du (ou des) réservoir associé(s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

4.4.5. - Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

4.4.6. - Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une rétention d'un volume minimal de 10 m³ qui devra être maintenue vidée dès qu'elle aura été utilisée. Son niveau sera mesuré en continu, l'indication étant reportée en salle de contrôle ; sa vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de son contenu.

4.4.7. - Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

ARTICLE 5 : COLLECTE DES EFFLUENTS

5.1. - Réseaux de collecte

5.1.1. - Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

5.1.2. - Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.

5.1.3. - En complément des dispositions prévues à l'article 4.1. du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur.

5.1.4. - Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

5.2. - Bassins de confinement

5.2.1. - Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (en provenance de l'aire d'approvisionnement en gaz-oil) doit être aménagé et raccordé à un bassin de confinement capable de recueillir un volume minimal de 10 m³.

5.2.2. - L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un bassin de confinement prévu à l'article 5.2.1.

Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.

ARTICLE 6 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS

6.1. - Obligation de traitement

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Les eaux domestiques doivent être traitées conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 mai 1996.

L'installation de prétraitement et de traitement sera mise en conformité, si nécessaire, dans un délai de six mois après signature de l'arrêté préfectoral.

6.2. - Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement (ou en continu avec asservissement à une alarme).

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7 : DÉFINITION DES REJETS

7.1. - Identification des effluents

1°) Eaux domestiques

2°) Eaux usées : eaux de lavage des véhicules et engins sur l'aire étanche, eaux pluviales de l'aire de transvasement de gas-oil.

7.2. - Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

7.3. - Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités, autres que ceux dont l'épandage est autorisé par le présent arrêté, dans les nappes d'eaux souterraines est interdit.

7.4. - Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,

- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

7.5. - Localisation des points de rejet

Les eaux pluviales de l'aire de transvasement du gas-oil et de stationnement des engins de chantier sont récupérées dans un bassin étanche de 10 m³ puis traitées dans un débourbeur-déshuileur.

Les eaux pluviales de ruissellement des toitures et les eaux traitées sus-indiquées sont rejetées dans le canal de l'Escaut au point kilométrique PK 27.375, rive droite.

ARTICLE 8 : VALEURS LIMITES DE REJETS

8.1. - Eaux exclusivement pluviales

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	MÉTHODES DE RÉFÉRENCE
MES	35	NF EN 872
DCO	40	NFT 90101
Hydrocarbures totaux	10	NFT 90114

8.2. - Eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement doivent être intégralement recyclées.

8.3. - Eaux domestiques

Les eaux domestiques doivent être traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 9 : EPANDAGE D'EAUX USÉES OU RÉSIDUAIRES

L'épandage d'eaux usées ou résiduares est proscrit.

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE REJET

10.1. - Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

10.2. - Convention

L'ouvrage de rejet d'eaux au canal de l'Escaut fera l'objet d'une convention d'occupation temporaire du domaine public fluvial.

ARTICLE 11 : SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT.

11.1. - Surveillance des eaux souterraines

11.1.1. - L'exploitant doit constituer, en liaison avec un hydrogéologue extérieur, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines (nappe superficielle) comportant au moins deux puits de contrôle :

- l'un étant situé en amont par rapport au sens d'écoulement de la nappe,
- l'autre étant situé en aval.

La localisation de ces puits est soumise à l'approbation de l'inspection des installations classées.

11.1.2. Les piézomètres devront être protégés contre les risques de détérioration. Ils devront être pourvus d'un couvercle coiffant, maintenu fermé et cadenassé.

Ils seront utilisés pour la mesure de la qualité de l'eau de façon à déterminer l'incidence de l'exploitation de l'installation sur la nappe souterraine contenue dans les alluvions.

Avant la mise en service de l'établissement, l'exploitant fera procéder par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à l'inspecteur des installations classées, à des prélèvements sur chacun des piézomètres et à un contrôle de la qualité de l'eau prélevée.

Les analyses porteront sur les paramètres suivants :

- pH
- métaux totaux
- Fe
- HC

Les résultats de ces contrôles seront transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant des prélèvements.

11.1.3. Deux fois par an (en périodes de basses et de hautes eaux) et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable (débordement de bac, fuite de conduite, etc...), des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau doivent être réalisés pour analyses dans ces puits.

11.1.4. Les résultats des mesures prescrites à l'article 11.1.3. ci-dessus doivent être transmis à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux souterraines au plus tard un mois après leur réalisation.

11.1.5. Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il doit informer le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

11.3. Surveillance des sols

En cas de pollution des sols par déversement accidentel d'hydrocarbures, les terrains pollués par les hydrocarbures seront immédiatement mis en benne étanche.

La zone polluée sera complètement nettoyée. Les bords et le fond de fouille devront être exempts de toute trace de pollution.

Les terrains pollués seront incinérés ou mis en décharge de classe 1.

L'inspecteur des installations classées sera immédiatement informé ; la fouille ne sera comblée qu'après accord de l'inspecteur des installations classées.

Le bordereau d'élimination des déchets sera transmis à l'inspecteur des installations classées dans le mois suivant l'incident.

ARTICLE 12 : BILAN DES REJETS

L'exploitant doit adresser au Préfet, au plus tard le 31 mai de l'année suivante, un bilan annuel de ses rejets accidentels, dans l'eau et les sols.

ARTICLE 13 : CONSÉQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1°) la toxicité et les effets des produits rejetés,
- 2°) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- 3°) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- 4°) les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre,
- 5°) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- 6°) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

TITRE III : PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS GENERALES

14.1. - L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières , gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtres, produits de neutralisation, etc...

Le brûlage à l'air libre est interdit.

14.2. - Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique

14.3. - Voies de circulation

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation (y compris sur la route réservée au transport de casiers depuis l'aciérie V & M France). Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,
- des écrans de végétation doivent être prévus.

14.4. - Stockages

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le stockage à l'air libre devra, si nécessaire, faire l'objet d'une humidification ou d'une pulvérisation d'additifs de manière à limiter les envols par temps sec.

ARTICLE 15 : LUTTE CONTRE LES POUSSIÈRES ET LES BOUES

15.1. - Les installations d'oxycoupage et de criblage des laitiers susceptibles d'engendrer des émissions de poussières seront pourvues de moyens de traitement de ces émissions.

Les émissions de poussières doivent être soit captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions, ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

L'efficacité du matériel de dépoussiérage devra permettre, sans dilution, le rejet d'air à une concentration en poussières inférieure à 30 mg/Nm³.

Les fréquences des opérations d'entretien seront déterminées de façon à éviter l'accumulation de poussières sur les structures et les alentours de l'installation.

15.2. - Contrôle des émissions de poussières

Des contrôles des émissions de poussières pourront être demandés par l'inspection des installations classées.

L'ensemble des frais afférent aux contrôles demandés sera à la charge de l'exploitant.

TITRE IV : PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 16 : CONSTRUCTION ET EXPLOITATION

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 17 : VEHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

ARTICLE 18 : APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 19 : NIVEAUX ACOUSTIQUES

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Point de mesure	Emplacement	Niveaux limites admissibles en dB(A)	
		Période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
N° 1	Limite de propriété vers le canal	65	55
N° 2	Au niveau du voisinage, rue du Bel Air à Bruay-sur-Escaut	65	55

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieure à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

ARTICLE 20 : CONTROLES

L'inspecteur des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

ARTICLE 21 : MESURES PERIODIQUES

L'exploitant fait réaliser, au moins tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifiés choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'Inspection des Installations Classées le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

TITRE V - TRAITEMENT ET ELIMINATION DE DECHETS

ARTICLE 22 : GESTION DES DECHETS - GENERALITES

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets

ARTICLE 23 : NATURE DES DECHETS PRODUITS

Référence ** nomenclature (JO du 11/11/97)	Nature du déchet	quantité annuelle maximale produite en t	Filières de traitement
13 01 06	Huiles hydrauliques minérales	2,6	Valorisation
13 02 03	Huiles moteurs, de boîtes de vitesses et de lubrification usées	1	Valorisation
15 01 06	Déchets banals et d'emballages	5	Valorisation et/ou incinération

ARTICLE 24 : CARACTERISATION DES DECHETS

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluantes (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres, stériles, caoutchouc, textile, papiers et cartons, bois notamment), une mesure des tonnages produits est réalisée.

ARTICLE 25 : ELIMINATION/VALORISATION

Les déchets ne peuvent être éliminés ou valorisés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination ou d'une valorisation correcte.

Nonobstant les indications de l'article 23, les déchets d'emballages des produits seront valorisés par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie par l'intermédiaire de filières agréées conformément au décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à en favoriser la valorisation.

Toute incinération de déchets à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées, de quelque nature qu'ils soient, est interdite.

ARTICLE 26 : COMPTABILITE - AUTOSURVEILLANCE

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :

- codification selon la nomenclature officielle publiée au J.O. du 11 novembre 1997
- type et quantité de déchets produits
- opération ayant généré chaque déchet
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets
- nom et adresse des centres d'élimination ou de valorisation
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination ou de valorisation
- référence éventuelle de l'agrément des installations qui valorisent les déchets

d'emballages

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant transmettra à l'Inspecteur des Installations Classées dans le mois suivant chaque période calendaire un bilan annuel (ou trimestriel si production importante) récapitulatif de l'ensemble des informations indiquées ci-dessus avec une mention qui signale lorsqu'il s'agit de déchets d'emballages.

TITRE VI : PRÉVENTION DES RISQUES ET SÉCURITÉ

ARTICLE 27 : SÉCURITÉ

27.1. - Organisation générale

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

27.2. - Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques)
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement
- la maintenance et la sous-traitance
- l'approvisionnement en matériel et matière
- la formation et la définition des tâches du personnel

Ces dispositions sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées qui feront l'objet d'un rapport annuel.

27.2.1. Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une année.

27.2.2. La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

27.3. - Alimentation électrique de l'établissement

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro- coupures électriques
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

27.4. - Sûreté du matériel électrique

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 Mars 1980 (JO - NC du 30 Avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteur de l'usine.

27.5. - Clôture de l'établissement

L'usine est clôturée sur toute sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Cette clôture sera bordée d'un merlon.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

27.6. - Accès

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.

27.7. - Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

ARTICLE 28 : MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

28.1. - Protection contre la foudre (A.M. du 28/01/1993)

28.1.1. Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

28.1.2. Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

28.1.3. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 28.1.1. ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

28.1.4. Les pièces justificatives du respect des articles 28.1.1., 28.1.2. et 28.1.3. ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

28.2. Moyens de secours

Deux poteaux d'incendie sont implantés le long de la route réservée au trafic des casiers qui relie la Société GAGNERAUD à l'aciérie V&M France.

Chaque hydrant doit posséder les caractéristiques minimales suivantes :

- débit de 120 m³/h sous une pression statique de 1 bar ;
- être situé à moins de 200 m des zones à risques.

Chaque engin de chantier et chaque camion devront être dotés de son extincteur.

Des extincteurs mobiles seront disposés :

- à l'atelier d'entretien
- au poste d'oxycoupage
- aux bureaux

Un bac à sable sera mis en place sur l'aire de stationnement des engins.

28.3. - Signalisation

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 Août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours
- des stockages présentant des risques
- des locaux à risques
- des boutons d'arrêt d'urgence

ainsi que les diverses interdictions.

28.4. - Caractéristiques des aires d'accès et de manoeuvre

- Une voie de 4 mètres de largeur et de 3,5 mètres de hauteur libre en permanence doit permettre la circulation des services de lutte contre l'incendie sur le demi-périmètre au moins ; les voies en cul-de-sac disposeront d'une aire de manoeuvre permettant aux engins de faire demi-tour.

- Créer une plate-forme d'aspiration normalisée pour engin d'incendie du type poids lourd en bordure immédiate du canal de l'Escaut au carrefour chemin de Halage et chemin du Petit Marais, répondant aux caractéristiques suivantes :

- * surface 8 m x 4 m d'une résistance au sol de 130 KN et de pente 2 cm par mètre maximum ;
- * hauteur d'accès au niveau d'eau minimum ne pouvant excéder 5 m et à une distance de 8 m maxi par rapport à l'aire de stationnement ;
- * balisage de cette aire par pancarte matérialisant l'endroit de mise en aspiration (aire d'aspiration).

ARTICLE 29 : ORGANISATION DES SECOURS

29.1. - Plan de secours

L'exploitant est tenu d'établir sous trois mois, après signature du présent arrêté préfectoral, un plan d'intervention interne (P.I.I.) qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Le plan est transmis au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile, à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, et à Monsieur le Directeur Départemental des Service d'Incendie et de Secours.

Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.

TITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 30 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES**30.1. - Déclaration des incidents et accidents**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

30.2. - Modifications

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du Préfet
- du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- du SIRACED-PC (59)
- de l'Inspection des installations classées

et faire l'objet d'une mise à jour du P.I.I. dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

30.3. - Délais de prescriptions

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

30.4. - Cessation d'activités

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif (au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation accordée pour des installations de stockage de déchets, des carrières et des ouvrages soumis à la loi sur l'eau), l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- 1°) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- 2°) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- 3°) l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,
- 4°) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation (ou de l'ouvrage) sur son environnement.

30.5. - Délai et voie de recours (article L-514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 31

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord et M. le Sous-Préfet de VALENCIENNES, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- MM. les Maires de SAINT-SAULVE, ONNAING, ESCAUTPONT, VICQ, FRESNES-sur-ESCAUT, BRUAY-sur-l'ESCAUT, ANZIN, VALENCIENNES, MARLY, ESTREUX, RAISMES, BEUVRAGES,

- M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

- Mme et MM. les Chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande ou concernés par une ou plusieurs dispositions de l'arrêté.


En vue de l'information des tiers :

- Un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de SAINT-SAULVE et ONNAING et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises, sera affiché en mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires.
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.
- Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

FAIT à LILLE, le 21 MARS 2001

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint,
Jacky HAUTIER

Pour ampliation,
Le Chef de Bureau délégué,


Gilles GENNEQUIN

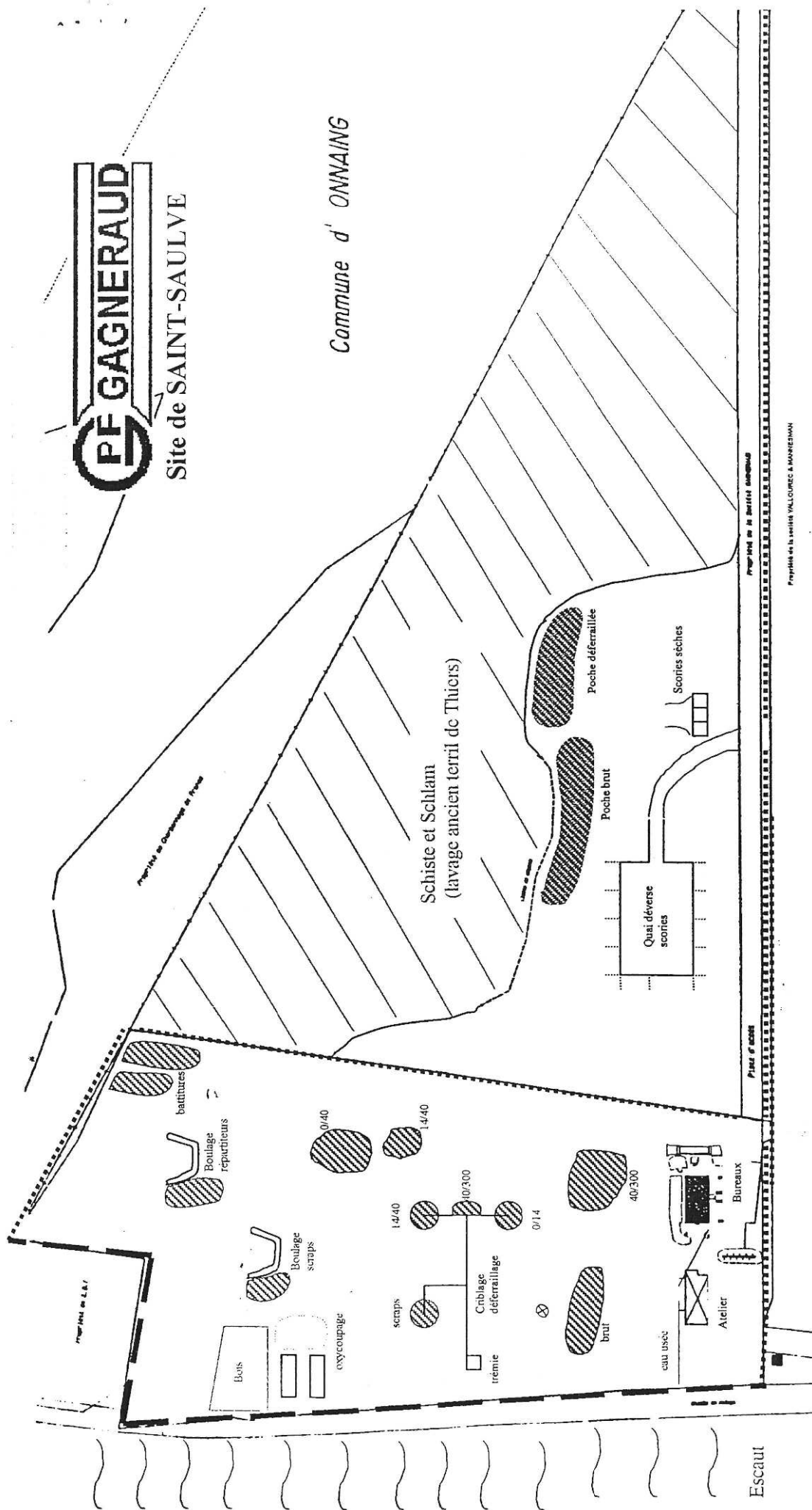


Pièce Jointe : 1 annexe.



Site de SAINT-SAULVE

Commune d'ONNAING



VU pour être annexé à mon arrêté
en date du 21 Mars 1961
pour le préfet
Le secrétaire général adjoint,

Jacky HAUTIER



Pour Amplification

Le Chef de Bureau délégué,

G. GENNEQUIN

Echelle : 1/2500

Lysande

Merlon + clôture

cloture

forage